

Pêcheurs : les prud'homies de l'île bloquent le port d'Ajaccio

Hier matin, dès l'aube, plusieurs embarcations de pêcheurs ont pris la mer. Mais pas le large. Les professionnels de toute l'île se sont regroupés à l'entrée du port de commerce d'Ajaccio, encerclant les ferries à quai, pour une opération de blocage qui s'est aussi étendue à la zone de dépotage de Saint-Joseph, où le pétrolier n'a pu accoster.

Presque simultanément, vers 9 h, une délégation composée de quatre responsables des prud'homies insulaires était reçue au palais Lantivy. Xavier d'Orazio (Ajaccio), Eric Villain (Bagagne), Philippe Botti (Bonifacio) et Daniel Defusco (Bastia) y ont rencontré Alain Charrier, secrétaire général de la préfecture.

"À l'origine, nous nous sommes mobilisés à la suite des dégâts causés par la tempête du 29 octobre, confie Xavier d'Orazio. Puis, en nous concertant, nous avons décidé d'élargir nos revendications à d'autres sujets comme le prix du gasoil ou la baisse, voire l'exonération des charges."

Paris se prononce ce matin sur les aides d'urgence

Concernant les ravages



Hier, en début de matinée, plusieurs embarcations de pêcheurs ont établi un cordon filtrant autour des ferries dans le port de commerce d'Ajaccio. Le blocage s'est étendu à la zone de dépotage de Saint-Joseph, où le pétrolier n'a pu accoster. / PHOTO J.-P. BELZIT

causés par Adrian, les services de l'État dans l'île s'en remettent aux décisions gouvernementales. Une réunion interministérielle devrait avoir lieu ce matin, à Paris. Ce n'est qu'à l'issue de celle-ci que les aides d'urgence pourront être débou-

quées. *"Pour l'heure, les difficultés ont bien été prises en compte et doivent déboucher sur une aide exceptionnelle pour les pêcheurs sinistrés, ainsi qu'une aide forfaitaire pour perte d'activité le cas échéant"*, précise toutefois un communiqué de la préfec-

ture, consécutif à l'entrevue d'hier matin.

D'autres revendications ont été débattues dans le bureau du secrétaire général.

"Concernant le prix du gasoil, l'État nous a assuré qu'une enquête était menée pour connaître les raisons de

ce surcôt. Visiblement, ce n'est pas en raison du transport. Dans la chaîne de responsabilité, entre le prix de départ et celui affiché à la pompe, on ne sait toujours pas vers qui nous tourner. En attendant, nous nous sentons lésés par rapport aux ports de

pêche du continent", déplore Xavier d'Orazio.

Nouvelle réunion mi-janvier

Les discussions d'hier matin, si elles se sont déroulées dans une ambiance courtoise, n'ont évidemment pas débouché sur l'annonce de mesures concrètes.

Néanmoins, cette prise de contact a permis d'envisager un calendrier de suivi entre les pêcheurs de l'île et les services de l'État, auxquels seront associés ceux de la collectivité de Corse. L'appui technique des pouvoirs publics pourrait concerner, entre autres, l'accompagnement dans le montage de dossier visant à obtenir les aides européennes du Feamp. *"M. Charrier nous a demandé de croire en sa parole, nous restons vigilants"*, assure Xavier d'Orazio. Une nouvelle réunion est d'ores et déjà prévue pour la mi-janvier.

L'opération de blocage a été levée à l'issue des discussions, hier, en fin de matinée. *"Le but n'était pas non plus de perturber le quotidien des citoyens en bloquant totalement le pétrolier, assure Xavier d'Orazio. Mais il faut aussi penser aux 170 pêcheurs insulaires en détresse."*

J.-P.S.